



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

L'ombre du Condor
Contre-révolution et Terrorisme d'Etat International dans le Cône
*Sud*¹

Franck Gaudichaud
Université Paris VIII

franck.gaudichaud@libertysurf.fr

Date de publication : septembre 2003

Si l'on observe aujourd'hui, avec un regard d'historien, le Cône Sud à la fin des années soixante soixante-dix et que par, la suite, l'on tourne une page de quelques années, pour fixer la même partie du monde, le constat est sans appel : le sous-continent latino-américain est passé, en général, d'une phase de forte mobilisation et politisation sociale, montée en puissance de partis et organisations révolutionnaires, surgissements de gouvernements populistes de gauche ou progressistes appelant à une rupture avec l'impérialisme, à un reflux généralisé du mouvement ouvrier, une ère de violence politique étatisée, la destruction massive de tous les espaces d'expression et de participation démocratiques, l'écrasement physique et idéologique sans relâche des militants syndicaux et des mouvements révolutionnaires, la mise en place de modèles économiques capitalistes dirigistes puis/ou néolibéraux. Que s'est-il passé ? Quel fil conducteur a été rompu et par quels moyens l'Amérique Latine a-t-elle été conduite à ce reflux brusque des luttes sociales? Pour répondre à cette question, il faudrait, pêle-mêle, s'attacher à développer une ample analyse multidisciplinaire qui rende compte des différences et spécificités historiques de chaque pays, du contexte socio-économique mondial, des orientations stratégiques des mouvements révolutionnaires concernés, de la prégnance des pratiques populistes en Amérique Latine, des errements du mouvement communiste international, de la puissance

¹ Une version différente de cet article sera également l'objet d'une publication papier dans la revue d'Etudes des Mouvements Révolutionnaires, *Dissidences* (www.dissidences.net) et a été traduite et publiée en espagnol par la revue électronique *Rebelión* (www.rebellion.org).

de l'intervention des Etats-Unis, de la crise hégémonique des classes dominantes locales en liaison avec celle du modèle économique de substitution, d'importation ou encore au rôle des représentations subjectives de l'époque. Une telle entreprise dépasse bien entendu largement les prétentions de cet article et nécessiterait la mise en place d'un travail collectif au niveau international, un peu à la manière de celui qu'a réalisé la *Cambridge University* en ce qui concerne l'histoire générale contemporaine de l'Amérique Latine². Nous nous contenterons ici, avec pour point d'ancrage la thématique «Mouvements révolutionnaires, lutte armée et terrorisme », de focaliser notre étude sur un aspect spécifique et essentiel de ce retournement de tendance que vit alors l'Amérique Latine : celui de la mise en place d'un terrorisme d'Etat contre-révolutionnaire transnational, appuyé par l'impérialisme américain.

Si l'on cherche à dater ce changement brutal de conjoncture, on peut affirmer qu'il se produit à la fin de ce que le sociologue Tomas Vasconi nommait la « longue décennie » de l'Amérique Latine, c'est-à-dire cette période qui s'étend du premier janvier 1959 avec la prise du pouvoir à la Havane par les «*Barbudos* » et qui se conclut, selon lui, au Chili avec le coup d'Etat dirigé entre autres par le général Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973³. A cette date, le Paraguay connaît déjà depuis plus de 19 ans le régime de fer du général Alfredo Stroessner – qui ne s'achève que 26 ans plus tard ; les généraux brésiliens sont au pouvoir depuis 1964, la Bolivie connaît la tyrannie du général Banzer suite à l'éviction du militaire populiste du gauche, le général Torres en 1971 ; en cette même année 1973, la démocratie parlementaire uruguayenne est éconduite par celui qui était censé la représenter, le président Juan Maria Bordaberry. Au Pérou, le général Francisco Morales Bermudez écrase son collègue en uniforme, Juan Velasco Alvarado qui tentait de diriger un mouvement progressiste populiste. Enfin, en 1976, s'initie la sanglante dictature militaire argentine du Général Videla, qui fait suite à l'instabilité chronique que vivait le pays depuis le mort du général Peron. Cette vague dictatoriale s'effectue dans le contexte de la Guerre Froide et de la vision anticommuniste mondiale dispensée et fomentée avec fureur par l'administration des Etats-Unis. Cette ascension de la terreur d'Etat dans le Cône Sud laisse la région parsemée d'exilés et de réfugiés politiques : environ 4 millions de personnes doivent fuir leur pays d'origine et chercher refuge dans les pays voisins ou plus loin encore, lorsque de nouveau, leur pays d'accueil tombe sous les coups des militaires (c'est par exemple le cas des nombreux exilés chiliens qui après avoir fui en Argentine fin 1973, se trouvent de nouveau menacés par le coup d'Etat de 1976). En termes généraux et si l'on utilise les estimations les plus basses, la terreur d'Etat dans le Cône Sud est au moins responsable de 50 000 assassinats, de plus de 35 000 disparus et de 400 000 emprisonnés. Ces chiffres comprennent non seulement des militants de gauche, mais aussi de la droite parlementaire et nombre de personnes n'ayant eu aucune activité politique et ce jusqu'à des enfants (environ 8000 ont disparus ou ont été assassinés)⁴. L'une

² Ce travail encyclopédique exceptionnel a été dirigé par Leslie Bethell. On consultera avec profit pour le présent sujet les tomes 12 et 13. (Bethell L. ed., *The Cambridge History of Latin America*, 13 t., Cambridge, Cambridge University Press, 1994).

³ Vasconi T. A., *Las ciencias sociales en América del Sur y Chile : 1960-1990*, Introducción, mimeo, Centro de Investigaciones Sociales, Universidad ARCIS, Santiago, 1995.

⁴ Chiffres de la Commission des Droits de L'homme Argentin datant de février 1990 (cités par Calloni Stella, « Los Archivos del horror del Operativo Cóndor », *Equipo Nizkor*, 8 aout 1998, p. 3, www.dererchos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html (traduit de l'anglais et tiré de la revue *Covert Action*, Etats-Unis, automne 1994).

des justifications qui a été avancée de manière régulière par les diverses dictatures dans leur utilisation systématique de la violence politique d'Etat à été la nécessaire lutte contre la subversion menée par des organisations de lutte armée de gauche, c'est-à-dire le combat contre la guérilla et la subversion marxiste.

Il est exact que se sont développés, dans le sillage «vert olive» de Cuba et du guevarisme, plusieurs organisations appelant à la lutte armée et à l'utilisation de la violence révolutionnaire, comme arme légitime contre l'oppression et les inégalités sociales⁵. En Uruguay, le mouvement *Tupamaros* agit de manière spectaculaire ; en Argentine, l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) et les Montoneros (mouvement armé issu du péronisme de gauche) luttent contre la répression clandestine exercée par les forces armées du gouvernement constitutionnel et des groupes paramilitaires, sous la direction du ministre José Lopez Rega ; dans le sud du Pérou s'organise un mouvement paysan insurrectionnel sous la direction d'Hugo Blanco, dans le Brésil du début des années soixante plusieurs organisations politiques appellent à la guérilla ; au Chili, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) se réclame de la «*guerre populaire prolongée*», bien qu'il rejette toute stratégie de lutte armée durant le gouvernement de l'Unité Populaire (1970-73)⁶. Malgré de nombreuses différenciations tactiques et stratégiques, des positionnements politiques qui ne sont pas toujours partagés sur les questions de l'utilisation de la violence révolutionnaire, sur celle de l'adaptation au mouvement social ou encore sur le mode d'insertion dans celui-ci, la lutte armée est une partie intégrante et un point commun de l'expression politique de plusieurs organisations révolutionnaires latino-américaines des années soixante, soixante-dix. Celles-ci, dans un contexte général de crise du capitalisme dépendant et d'une réorientation stratégique de l'impérialisme, subissent dès leurs origines une répression organisée, de la part des appareils de répression étatiques, qui collaborent avec les services d'intelligence nord-américains et plusieurs groupes d'extrême droite : les «*escadrons de la mort*» (tels la sinistre «*triple A*» : Alliance Anticomuniste Argentine). Ces diverses organisations d'extrême gauche doivent également faire face entre autres choses : au poids du réformisme politique sur la majorité du mouvement populaire, à leurs propres déficiences, caractérisées par : l'immaturation politique, une tendance à substituer par leur appareil la classe qu'ils prétendent représenter, une vision parfois «*illuministe*» et

⁵ Bambilra V., Lopez A., Moleiro M., Condoruma S., Núñez C., Mauro Marini R., Zapata A., *Diez anos de insurrección en America Latina*, 2 t., Buenos Aires, Ed. Pla, 1972. Voir particulièrement l'article de présentation générale de Bambilra Vania, «*Diez anos de insurrección en América Latina*», *op. cit.*, tome 1, pp. 23-76.

⁶ Sur les Tupamaros voir : Nunez C., «*MLN Tupamaros : los combatientes no se improvisan*», *op. cit.*, tome 2, pp. 73-112 ; sur la guérilla brésilienne au début des années soixante-dix : Mauro Marini R., «*La izquierda revolucionaria y las nuevas condiciones de luchas de la luchas de clases*», *op. cit.*, tome 2, pp. 113-168 ; sur le Pérou : Condoruma S., «*Las experiencias de la ultima etapa de las luchas revolucionaria en el Peru*», *op. cit.*, tome 2, pp. 1-11. Pour une analyse approfondie des mouvements de guérillas en Argentine et beaucoup plus récente, critique et plus «*distanciée*» que les articles précités voir le travail de J. Gasparini (centré surtout sur le mouvement Montoneros) : *Movements sociaux, pouvoir militaire et guérilla en Argentine. Les années soixante-soixante dix, les années de plomb*, thèse de doctorat, Suisse, Université de Genève, novembre 1998. (publiée en espagnol dans une version remaniée : Gasparini J., *Montoneros, final de cuentas*, Buenos Aires, Ed de la Campana, 1999) et Mattini Luis, *Hombres y mujeres del PRT-ERP*, Buenos Aires, Ed de la Campana, 1999. Sur le MIR chilien consulter : MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, Paris, 1974 ; Sandoval C., *MIR. Una historia*, Ed Trabajadores, Santiago, 1990 ; Neghme F., Leiva S., *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago*, Tesis de licenciatura en educación de historia y geografía, U de Santiago de Chile, diciembre 2000.

dogmatique de la réalité des luttes sociales. A l'échelle du Cône Sud, il a existé une tentative de coordination des forces de la gauche révolutionnaire insurrectionnelle avec la création la JCR (*Junta Coordinadora Revolucionaria*). L'idée de la JCR naît notamment de l'initiative du MIR (Chili) et du leader argentin Santucho (ERP), après une réunion organisée à la Havane, en juillet 1971 (des militants du mouvement *Tupamaros* ainsi que de la ELN bolivienne, reste de la guérilla fondée par Ernesto Guevara étaient également présents). Cette « mini Internationale Révolutionnaire Latino-américaine » est formée au Chili en janvier 1973, mais ne réussit pas à prendre une ampleur importante. Cependant, depuis le Chili d'Allende, on met néanmoins en place une école de cadres, on appuie financièrement l'ELN bolivien, on accueille certains militants *Tupamaros*, fuyant la répression, et on élabore des projets de construction d'armes semi-lourdes. Le coup d'Etat dans ce pays et la vague de terreur à l'échelle continentale empêche définitivement tout développement réel de la JCR⁷.

Les différentes interventions militaires contre-révolutionnaires vont s'appuyer, d'un point de vue subjectif, sur une véritable idéologie du type « guerre sainte » anticommuniste, dans laquelle on a démonsé une supposée subversion généralisée et organisée contre la « paix » sociale, les valeurs nationales et patriotiques. Cette vision de la menace guerrillériste, sans commune mesure avec les forces réelles des mouvements insurrectionnels, permet de justifier tortures, enlèvements, disparitions forcées et terrorisme d'Etat. Derrière ce discours, le point fondamental est la constatation que la mise en place des dictatures en Amérique Latine répond et s'oppose fondamentalement à une phase de radicalisation de la lutte sociale, à une politisation accélérée des classes populaires vers des positions anticapitalistes (importance de la référence au socialisme et à la révolution cubaine) et, de ce fait, à la déstabilisation directe des intérêts du grand capital et de ses agents locaux dans cette partie du monde. Partant de là, la figure « terroriste » est peu à peu assimilée ou confondue par les différentes dictatures avec toute personne ayant eu un lien avec des organisations sociales et politiques, parfois travaillant seulement dans des quartiers populaires ou opposées à l'installation d'un régime dictatorial.

Le cas du Chili l'illustre parfaitement. En effet, dans ce pays, il n'existait pas de mouvement de lutte armée significatif et la majorité de la gauche au gouvernement croyait fermement en la possibilité d'une transition institutionnelle et pacifique au socialisme avec l'appui des militaires dits « constitutionnalistes » et en alliance avec la bourgeoisie nationale, dite « progressiste ». Dans de telles conditions, la junte dut inventer un ennemi interne. Cette croisade destinée à sauver le pays d'un « *plan Z* » construit de toute pièce, est invoquée au nom de la lutte contre la « *chientit marxiste* » et pour le respect de la tradition chrétienne et occidentale du pays. Ainsi dans le « livre blanc » qui sert à expliquer le pourquoi du coup d'Etat, on invoque la présence de pas moins de 15000 experts en guérilla « *qui vinrent de tout le monde et spécialement de Cuba, Brésil, Argentine, etc. ; recrutés parmi les terroristes de ces pays* »⁸. Ces dangereux guérilleros auraient été dirigés par le Général cubain Tony de la Guardia, du nord au sud du pays. Même si certains auteurs⁹ ou

⁷ Martorell F., « Los Enemigos », *Operación Cóndor. El vuelo de la Muerte*, Santiago, Ed. LOM, 1999, pp. 64-70.

⁸ *Libro Blanco del Cambio en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973. Ce livre de justification du coup d'Etat et semé de falsifications historiques, a été rédigé en partie par l'historien Gonzalo Vial, fondateur de la revue *¿Qué Pasa ?* et par la suite ministre de l'éducation de la dictature.

⁹ C'est le cas de l'historien et militaire Luis Heinecke Scott dans son brûlot anticommuniste : *Chile, crónica de un asedio*, 4 t., Santiago, Sociedad Editora y Grafica Santa Catalina, 1992.

acteurs de l'époque, dont A. Pinochet lui-même, continuent d'invoquer la présence d'une véritable armée parallèle pour parler non pas d'une répression militaire, mais de « guerre civile » au Chili. L'absence de résistance et de préparation militaire au coup d'Etat, ainsi que les archives disponibles aujourd'hui, démontrent le contraire¹⁰.

En revanche, les archives découvertes au Paraguay fin 1992, ainsi que les documents déclassifiés d'une partie des services d'intelligence des Etats-Unis, nous apprennent de façon détaillée la mise en place bien réelle, d'une campagne de terreur d'Etat, coordonnée internationalement. Son objectif est la destruction de tout mouvement se réclamant de l'anticapitalisme et du socialisme, qui aurait pu mettre à l'ordre du jour la possibilité de révolutions victorieuses dans un contexte de radicalisation et de généralisation de la lutte des classes latino-américaine. On sait désormais que cette coordination de la violence d'Etat contre-révolutionnaire a été nommée par ses organisateurs « Opération Condor ».

Les Archives de la Terreur contre-révolutionnaire latino-américaine

Le Paraguay, petit pays de 4 millions d'habitants au centre du Cône Sud, possède une longue tradition d'isolement et de régimes dictatoriaux. Outre sa position géopolitique idéale, il est apprécié par les criminels de guerre nazis et, plus largement, par les militants anticommunistes réactionnaires, en tant que pays d'accueil de toutes sortes de militaires et civils, responsables de violation des droits humains, de génocides, de répressions massives, de trafic de stupéfiants, d'espionnage, etc... Le Paraguay écrasé sous le talon de fer de Stroessner (1954-1989) a été reconnu par Richard Nixon comme la nation la plus conséquente dans la lutte contre le communisme. Ce pays a notamment accueilli des personnages tels que Joseph Mengele (médecin nazi) ou le chef de la loge maçonnique P-2, Licio Gelli¹¹. Il semble que les 35 années de dictature aient donné aux agents de ce régime une telle confiance dans sa stabilité et dans sa probable restauration après sa chute en février 1989, qu'aucun travail de destruction d'archives et d'effacements des preuves d'atteintes aux droits de l'homme n'a été pensé de manière efficace. De plus, l'implication de plusieurs de ces dirigeants dans le trafic de cocaïne, blanchiment d'argent et investissement dans divers casinos, semblent les avoir éloignés de leurs fonctions de sécurité et de leur froide rationalité bureaucratique. Croyant encore bénéficier d'une certaine impunité, les chefs de l'armée et de la police paraguayenne nous ont laissé la plus importante masse de documents et d'archives jamais découvertes sur l'ensemble des activités des services secrets dans le Cône Sud¹². Ces « archives de l'horreur » ou « archives de la terreur » ont été mises à jour, presque par hasard, à la fin du mois de décembre 1992, par le professeur et ex-prisonnier politique de l'Opération Condor, Martin Almada¹³. Celui-ci recherchait des détails liés à sa détention auprès des archives de la

¹⁰ Victor Osorio Reyes a effectué un très bon bilan à ce sujet : « Mitos y mentiras del golpe militar », *La Huella*, N°12, Santiago, septembre 2002.

¹¹ Garcia Lupo R., *El Paraguay de Stroessner*, Buenos Aires, Ed. B, Coll. Reporteros, 1989.

¹² Cuya E., « La operación Cóndor : El terrorismo de Estado de Alcance transnacional », *Memoria*, N°5, Nuremberg, décembre 1993 (in *Ko'Agá Rone'Eta* (1996) : www.derechos.org/koaga/vii/1/cuyas.html) et Meilinger de Sannemann G., « Confirman en Asunción existencia de la fatídica « Operación Cóndor », *La Epoca*, Santiago, 25 mars 1993.

¹³ Blixen S., « Los archivos del terror », Santiago, *La Nación*, 27 juin 1999, pp. 7. Voir le témoignage de M. Almada dans : Calloni Stella, « La novela del Horror. Martin Almada », *Los Anos del Lobo : Operación*

police. Et de fil en aiguille, accompagné d'un juge, il à découvert dans un local presque abandonné de la banlieue d'Asunción, des d'archives qui livrent des détails sur des milliers de latino-américains qui sont passés sous les ailes du Condor¹⁴. Il s'agit d'une véritable montagne d'archives qui permet également de comprendre les liens entre les pays membres de l'Opération Condor et le « grand frère » américain. Ces archives confirment l'existence d'une multinationale de la terreur contre-révolutionnaire, planifiée et organisée : 700 000 documents couvrant une période de 35 ans ; plus de 180 armoires d'archives, plus de 10 000 photos des services secrets, 8369 fiches sur des détenus, 1888 passeports et cartes d'identités, 115 volumes de rapports de police, 740 cahiers classés par ordre alphabétique, plus de 500 cassettes enregistrés, 574 dossiers sur les partis politiques et une bibliothèque de plus de 1500 livres¹⁵. En tout, ont été découvertes environ quatre tonnes d'archives qui représentent une véritable « bombe à retardement », aussi bien du point de la recherche historique que du combat pour la vérité et la justice de milliers de familles de disparus, assassinés et victimes des différentes dictatures. Bien entendu, la question qui se pose à présent est celle de la conservation de ces documents. Il semblerait que ce problème n'ait pas encore été résolu de manière satisfaisante, alors que plusieurs services d'intelligence ont tout fait pour que les pièces les plus importantes soient mises de côté ou disparaissent. L'aide nord-américaine de la AID (Agence Interaméricaine de Développement), qui se proposait de les microfilmer, a été rejetée catégoriquement. L'AID est suspectée, à juste titre, de vouloir effacer les traces les plus flagrantes de la collaboration des services secrets des Etats-Unis. Les documents découverts ont donc été classés et conservés avec plus ou moins de difficultés par des organismes des droits de l'homme du Paraguay et du Cône Sud et des associations des familles des victimes¹⁶. Ils restent encore aujourd'hui beaucoup à faire pour les sauvegarder et, depuis décembre 1999, M. Almada exige qu'ils soient classés « Mémoire du monde » par L'UNESCO. Il veut également que le thème de l'Opération Condor et des archives de la Terreur soit inclus dans les programmes des universités latino-américaines (recherches sur ses aspects politiques, juridiques, historiques, sociologiques, économiques, psychologiques)¹⁷.

L'autre pan essentiel de la documentation sur l'Opération Condor se trouve à Washington et c'est pour cette raison que nombre de victimes et militants n'ont cessé de réclamer la déclassification des archives des services secrets américains. Ce processus de déclassification a débuté pour le Chili, par exemple, dès 1974, suite à ce qui est connu aujourd'hui sous le nom de la « commission Church », du nom du député démocrate qui facilita la révélation de certains documents montrant l'implication des Etats-Unis dans le

Cóndor, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999, pp. 111-119 et pour une analyse du Paraguay dictatorial vu par cet auteur/acteur : Almada M., *Paraguay : la cárcel olvidada, el país exiliado*, Asunción, Imprenta Salesiana, 1993.

¹⁴ Poo X., « La riesgosa Labor del descubridor », Santiago, *La Epoca*, 28.02.93.

¹⁵ Paz B., Angelica Gonzalez M., Palau Aguilar R., *Es mi informe : los archivos secretos de la policía de Stroessner*, Asunción, Centro de Documentación Y Estudios, 1994, pp. 445-446.

¹⁶ Calloni Stella, « Los Archivos del horror del Operativo Cóndor », *Equipo Nizkor*, 8 aout 1998, www.derechos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html (traduit de l'anglais et tiré de la revue *Covert Action*, Etats-Unis, automne 1994) et Mellinger de Sannemann G., *Paraguay y la Operación Cóndor en los Archivos del Terror*, Ed. de l'auteure, Asunción, 1994.

¹⁷ Voir la conclusion intitulée « *J'écris pour alerter* » de : Almada M., « Las intimidaciones del Cóndor », XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001

coup d'état de septembre 1973¹⁸. Aujourd'hui, de nombreux autres documents sont accessibles, malgré d'immenses lacunes et la lenteur évidente du département d'Etat pour procéder à une timide ouverture des archives de l'Agence Nationale de Sécurité américaine. Cette procédure est notamment permise par l'existence d'une loi sur la liberté d'information (*The US freedom of Information Act*) qui, dans une certaine mesure, contraint l'administration à déclassifier partiellement certains documents, jusque là jalousement gardés dans l'ombre. Même s'il ne faut pas se faire d'illusions sur la partialité d'une telle déclassification, il serait tout aussi aberrant de ne pas reconnaître le caractère exclusif des documents auxquels nous pouvons avoir accès aujourd'hui, et dont une partie est accessible directement sous format électronique grâce au travail unique à ce jour du site Internet du *National Security Archive* (NSA), abrité par l'Université de Washington¹⁹. Dernièrement, le déclassé de nouvelles archives concernant le Chili (13 décembre 2000 et août 2002), la livraison de plus de 4600 documents sur la dictature argentine ont permis de faire un saut qualitatif dans la connaissance de l'Opération Condor et du rôle des ambassades américaines sur le plan terroriste. En ce qui concerne les derniers documents déclassifiés sur l'Argentine, ils sont le fruit du travail de recherche de Carlos Osorio du NSA qui a présenté courant 2001 une chronologie de la répression dictatoriale dans ce pays. Cette recherche, qui a notamment pour objectif la livraison de documents réclamés par l'organisation des « mères de la place de mai »²⁰, a été retardée par les attentats du 11 septembre²¹.

Quoi qu'il en soit, les chercheurs ont aujourd'hui à leur disposition un corpus de sources essentiel, qui permet de mener à bien des recherches plus approfondies, et dont on peut, aux vues des premiers bilans, tirer quelques enseignements majeurs sur le fonctionnement de l'Opération Condor.

La doctrine de la sécurité nationale et le rôle d'ingérence de Washington

L'idéologie anticomuniste des Etats-Unis et ses pratiques d'ingérences répétées contre tous les régimes progressistes latino-américains ont permis de semer les germes de l'Opération Condor, en effectuant la promotion de la coordination des services d'intelligence de la région, facilitant les prises de contact entre les différentes armées et, surtout, en leur donnant une formation idéologique et militaire, tout comme un appui technique direct. Dès février 1945, lors de la conférence panaméricaine de Chapultepec

¹⁸ Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973 : Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 de diciembre de 1975 in <http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html>.

¹⁹ Toute personne s'intéressant au thème du terrorisme d'Etat dans le monde et à l'implication des Etats-Unis à ce sujet se doit de visiter leur site où le visiteur peut même télécharger certains documents des services secrets dans leur version originale : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>.

²⁰ Ces femmes, qui ont été parfois qualifiées de manière dédaigneuse « folles de mai », ont repris en main depuis les années quatre-vingt, le drapeau de lutte de leur proches disparus sous les coups de la répression et ont permis une forte réorganisation du mouvement social argentin en refusant tout compromis, particulièrement sur le plan de l'impunité, avec les gouvernements qui ont suivi la dictature (voir par exemple : Mariano N. C., « Argentina », *Operación Cóndor. Terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Buenos Aires, Ed. Lohlé-Lumen, 1998, pp. 23-56).

²¹ Calloni Stella, « La Operación Cóndor al descubierto », *La Jornada*, México, août 2002 (in *La Insignia*, 23 août 2002 : www.lainsignia.org/2002/agosto/ibe_104.htm).

(Mexique), les Etats-Unis rappellent aux militaires latino-américains le danger que constitue le communisme. C'est dans cette optique que sont mis en place des accords bilatéraux d'assistance militaire (à partir de 1951) destinées à fournir aux officiers latino-américains un entraînement militaire et une formation théorique, à « l'école des Amériques » (située dans la zone nord-américaine de Panama)²² et aux Etats-Unis. Ces accords impliquent également un approvisionnement en armes et l'aide de conseillers sur place. Après la révolution cubaine, les Etats-Unis essaient de mettre en connexion les militaires américains et prennent conscience de l'importance de donner une vision continentale à cette lutte contre le communisme, fondée sur la Doctrine de la Sécurité Nationale²³. Cette conception débouche sur la création des « Conférences des armées américaines » (CEA), qui se tiennent tous les ans et puis tous les deux ans. Dans son bulletin d'information numéro un, qui reprend en partie des décisions de la X^e réunion à Caracas (septembre 1973), on apprend que le CEA était d'accord pour « *donner plus de force à l'échange d'informations pour contrecarrer le terrorisme et [...] contrôler les éléments subversifs dans chaque pays* »²⁴. Nous sommes bien là au cœur de qui deviendra l'opération Condor. Cet échange d'information se déroule à travers le réseau des attachés militaires (réseau Agremil). Il émane des services de renseignement militaire, des polices politiques des différentes dictatures et des escadrons de la mort, qui participent aux tortures et aux exécutions de supposés « terroristes » (tels que l'Organisation de Coordination des Opérations Subversives)²⁵. Ce souci de coordination transnationale couvre différents domaines et fait appel à plusieurs services de renseignement, dont la CIA. Un historien américain attribue par exemple, à la CIA, l'organisation des premières réunions entre fonctionnaires de sécurité uruguayens et argentins, afin de discuter de la surveillance des exilés politiques fuyant leur pays d'origine, tombés sous les coups des interventions militaires. De la même manière, il semble que la Centrale servit d'intermédiaire dans les réunions entre les dirigeants des escadrons de la mort brésiliens, argentins et uruguayens²⁶. Cette affirmation paraît tout à fait probable. On possède aujourd'hui nombre de documents déclassifiés qui prouvent l'ampleur de l'action de la Centrale dans « la guerre sale », en

²² La chercheuse J. Patrice Mc Sherry de Long Island University a découvert parmi les archives déclassifiées nord-américaines, un message envoyé en 1978, par R. Withe, ambassadeur des Etats-Unis au Paraguay, qui confirme que la base militaire de Panama a été un centre de coordination de l'Opération Condor. Selon Mc Sherry, les archives montrent que « *les officiels militaires et d'intelligence des Etats-Unis considèrent Condor comme une organisation « contre-terroriste légitime »* » et elle ajoute « *les preuves chaque jour plus nombreuses éclairent la profondeur de la participation et complicité des Etats-Unis dans la répression en Amérique Latine, comme faisant partie de la guerre foire et des crimes de l'Opération Condor* » (*El Mostrador*, « Vinculan « Operación Condor » con base militar de Estados Unidos en Panama », *Rebellion.org*, 8 mars 2002 ; <http://www.rebellion.org/ddhh/condor080301.htm>).

²³ Lozada M., Viaggio J., Zamorano C., Barcesat E., *Inseguridad y desnacionalización. La doctrina de Seguridad Nacional*, Buenos Aires, Ed. Derechos Humanos, 1985 et Bourgaux J., Alvarez M., *La ideología de la seguridad nacional en el marco del terrorismo de Estado como sistema de gobierno : el caso chileno*, Bruxelles, Asociación Internacional de juristes démocrates, 1987 (actes du colloque international « Le terrorismo de Estado en Chile », Genève, 14-15 février 1986).

²⁴ CEA, secretaria permanente, *Boletín informativo*, N°1, Santiago du Chili, 1985 (cité par Abramovici P., « Opération Condor, cauchemar de l'Amérique Latine », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2001, pp. 24-25).

²⁵ Sabato E., Ruiz M., Fernandez G. y otros, *Nunca Mas, Informe de la Comisión Nacional sobre la desaparición de personas*, Buenos Aires, Ed. Eudeba, 1995.

²⁶ Langguth A. J., *Hilden Terrors New York*, New York, Pantheon, 1978, pp. 251.

Amérique Latine (par exemple au Chili et au Guatemala)²⁷. La tactique de déstabilisation utilisée sous le Chili d'Allende, le fait que les diplomates américains comme le gouvernement (dont Richard Nixon et Henri Kissinger) aient comploté en faveur du coup d'Etat, notamment par le sabotage économique et l'utilisation du terrorisme, rappelle qu'il ne s'agit en aucune mesure d'une implication indirecte des Etats-Unis, mais d'une politique impérialiste consciente, directe et assumée en tant que telle. Il faut d'ailleurs garder à l'esprit la tactique employée par les services secrets américains au Chili, pour comprendre comment le travail des agents de Washington facilita l'instauration de la dictature du Général Pinochet et, par la suite, permit au Condor de prendre son envol, afin qu'il terrorise l'ensemble du Cône Sud, ainsi que d'autres pays d'Amérique Latine²⁸.

De fait, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas seulement organisé des réunions et formations de militaires en favorisant l'idéologie anticommuniste et l'appel au combat antisubversif. La division des services techniques de la CIA a fourni aux différents agents latino-américains d'essentielles « leçons en tortures », via notamment des manuels qui enseignent le niveau de choc électrique que peut recevoir un corps humain, sans pour autant tomber dans le coma ou provoquer le décès. Parmi les livres découverts dans la bibliothèque des « archives de l'horreur », l'un d'entre eux a particulièrement marqué l'ex-prisonnier politique Martin Almada. Son titre est : *Comment maintenir en vie les personnes torturées ?* Il semble également que ce même service ait offert aux appareils de répressions latino-américains des équipements électriques permettant « l'interrogatoire » des « subversifs ». Cela vient d'être confirmé par un agent repent de la CIA, Ralph W. McGehee, qui a formé une partie de l'organisation de 1952 à 1977. Dans son livre intitulé *Deadly Deceits : my 25 years in the CIA*, il raconte comment la CIA a participé à l'Opération Condor et s'est associée avec les escadrons de la mort de divers pays. Par exemple en ce qui concerne l'Uruguay, il écrit que la CIA « a eu un contrôle sur les listes les plus importantes des activistes de gauche. Elle a livré les noms de leur famille et amis. Par le biais de services de liaison, la CIA a donné aux services d'intelligences et aux escadrons de la mort, des noms complets, la date et lieu de naissance, le nom des parents, l'adresse, le lieu de travail, la photographie »²⁹. Et toujours selon McGehee, afin d'accompagner ce travail d'information, l'agence envoie en 1969, à Asunción, Dan Mitriane, fameux tortionnaire qui résumait son travail par cette formule : « la douleur exacte, dans l'endroit exact, avec la quantité exacte afin d'obtenir l'effet désiré »³⁰. Il faut répéter que cet appui matériel et intellectuel n'est pas apparu au milieu des années soixante-soixante-dix, lors de l'installation généralisée des dictatures dans le Cône Sud, mais au contraire constitue un travail de longue haleine, engagé très tôt par les services d'intelligence nord-américains. Là encore le Paraguay de Stroessner a été un formidable laboratoire de réalisation grandeur nature de techniques de répression politique. Certes, cette dictature a eu de multiples influences : les techniques de répression nazies importées d'Allemagne par l'Argentin Hector Rosendi ou encore les conseils du mercenaire polonais,

²⁷ Il est recommandé là encore d'aller consulter directement les sources de première main qui sont élocantes : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>.

²⁸ Mahskin V., *Operación Cóndor, su rastro sangriento*, Buenos Aires, Ed. Cartago, 1985.

²⁹ Selon cet agent, la CIA aurait également fourni aux militaires chiliens une liste de 20 000 personnes, « candidats à l'assassinat le matin du coup d'Etat ». Les citations du livre de R. W. McGehee sont issues de l'article en espagnol suivant : La Republica en la Red, « Los garfios del crimen clavados en América Latina », *Rebelión.org*, 13 janvier 2003 ; <http://www.rebelion.org/ddhh/cia130103.htm>

³⁰ *Ibid.*

Pedro Prokopchuk, spécialiste en contre-espionnage anticommuniste. Parallèlement à cette aide venue d'Europe surgit celle, essentielle, donnée par Washington. Les documents secrets découverts au Paraguay donnent nombre de précisions sur ces relations. Dès 1956, le lieutenant-colonel Robert K. Thierry, du département d'Etat donne des cours aux officiers de la Direction Nationale des Services Techniques, l'un des principaux centres de tortures d'Asunción, dirigé par Antonio Campos Alum, du ministère de l'intérieur. Robert K. Thierry était tellement apprécié que les « archives de la terreur » contiennent plusieurs lettres du ministre des affaires étrangères paraguayennes et ex-chef de la police (Edgar Ynsfran appelé aussi « le grand inquisiteur ») envoyés à des représentants des Etats-Unis. Il y vantait la qualité des services de Thierry, qualifiés de « *très satisfaisants pour le pays* »³¹. Ce type de conseil en répression de la part des agents nord-américains était également présent dans le principal centre de torture du pays, la Délégation de la Police Politique, dirigée par Pastor Coronel dit « le boucher »³².

Finalement, les preuves d'une telle coopération sont nombreuses et ce n'est pas le seul exemple historique d'installation d'une sorte de multinationale du crime, pensée et organisée en partie depuis les bureaux du FBI et de la CIA. Dans les années soixante, les Etats-Unis ont créé « L'Opération Phoenix » qui a signifié la création de bandes paramilitaires et terroristes responsables de plusieurs milliers d'assassinats dans la région du sud-est asiatique, spécialement au Vietnam sud et en Indonésie (dont l'appui au coup d'Etat contre Sukarno en 1965). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'un des responsables de l'Opération Phoenix a été William Colby, qui devient par la suite directeur de la CIA au moment où est mise en place « l'Opération Condor » dans le Cône Sud³³. C'est ce même William Colby qui déclarait le 25 octobre 1974 que les « *Etats-Unis ont le droit d'agir illégalement dans n'importe qu'elle région du monde* »³⁴.

La naissance du Condor

L'un des axes principaux de l'Opération Condor se situe entre Santiago (Chili) et Buenos Aires (Argentine). Première remarque, les racines de la coopération terroriste d'Etat en Amérique Latine naissent avant même que l'Argentine ne vive sous le talon de fer du général Videla. Le projet est orchestré depuis Santiago, par Manuel Contreras, directeur de la DINA (Direction d'intelligence nationale), créée officiellement par la junte du Général Pinochet en 1974. La DINA était un organisme entièrement dépendant du gouvernement militaire et non, comme ont tenté de le faire croire certains avocats d'Augusto Pinochet, un appareil sous le contrôle total d'un Manuel Contreras en proie aux folies des grandeurs et agissant sans l'assentiment de ses supérieurs hiérarchiques³⁵. D'ailleurs ; le directeur de la DINA a été également un agent informateur de la CIA de 1974 à 1977 et a été rétribué directement par l'agence jusqu'en 1975, comme l'ont révélé

³¹ Documents consultés par Mariano N. C., *Operación Cóndor. Terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Buenos Aires, Ed. Lohlé-Lumen, 1998.

³² Pour plus de détails voir notamment : Mellinger de Sannemann G., *Paraguay en el Operativo Cóndor*, RP Ediciones, Asunción, 1989.

³³ Calloni Stella, « La novela del Horror. Martin Almada », *Los Anos del Lobo : Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999, p.19.

³⁴ Cité par Mahskin V. dans *Operación Cóndor, su rastro sangriento*, Buenos Aires, Ed. Cartago, 1985, p. 8.

³⁵ Voir Salazar M., *Contreras, historia de un intocable*, Ed. Grijalbo, Santiago, 1995 et Rojas M. E., *La represión en Chile. Los Hechos*, Santiago, Ed. IEFALA, 1998.

des documents déclassifiés du congrès nord-américain, en septembre 2000³⁶. Les premières collaborations de la DINA avec l'Argentine s'effectuent sous le gouvernement de Perón, grâce notamment à l'action clandestine de Enrique Arancibia Clavel, agent de la DINA qui travaille officiellement pour une succursale de la banque d'Etat du Chili³⁷. Les premiers liens sont surtout tissés avec le groupe paramilitaire *Triple A*, né sous les bons auspices du ministère de José López Rega. Ajoutons que la *Triple A* a pu se développer grâce aux contacts que possédait J. López Rega avec le mouvement franquiste à Madrid, mais également avec certains membres de l'OAS française qui agit alors en Algérie (ceci alors que son « mentor », Perón, maintenait des contacts cordiaux avec le Général De Gaulle)³⁸. Après la chute de J. Lopez Rega, ce travail débouche sur une prise de contact directe de la DINA avec les militaires argentins. La tête de file de cette coordination est alors José Osvaldo Riveiro, second en chef du redouté *bataillon 601* et convaincu comme Contreras de la nécessité de se coordonner pour mener à bien la répression anticommuniste. La mise en place effective de l'Opération Condor a été précédée d'un lent travail, qui s'est concrétisé par plusieurs réunions secrètes et que les archives nous permettent aujourd'hui de connaître. Début mars 1974, des représentants des polices du Chili, d'Uruguay et de Bolivie se sont réunis avec Alberto Villar, sous-chef de la police fédérale argentine et cofondateur de la *Triple A*, afin de penser l'éradication des « subversifs » réfugiés dans l'Argentine de Perón³⁹. Dans le courant de l'année 1974, M. Contreras organise plusieurs rencontres, dont l'une avec le Général Camps (supérieur d'Alberto Villar), qui quelques années plus tard déclare de manière très claire, « *en Argentine, il ne reste pas de disparus en vie. J'en assume toute la responsabilité et m'en sent très orgueilleux* »⁴⁰. Pendant l'année 1975 se multiplient les réunions avec les autres chefs des services d'intelligence sur le thème de la mise en marche d'un « Bureau de Coordination de Sécurité » : la coordination fonctionnait déjà avec un premier échange de prisonniers dès 1974. Il restait à l'approfondir⁴¹. C'est par exemple à cette époque que débute le fonctionnement de *l'abc du Condor*, sorte de *novlangue* orwelienne qui permettait d'échanger des messages codés via télex entre les différents services⁴². La constitution formelle de l'Opération Condor, date du 25 novembre 1975, lors d'une réunion secrète tenue à Santiago, où sont invités des agents paraguayens, boliviens, brésiliens, uruguayens et argentins⁴³. Le coup d'Etat de mars 1976 en Argentine donne une solidité réelle à la structure d'ensemble. Dans ce cadre, des accords de coopération amples sont conclus entre les différents pays cités, auxquels on peut ajouter la participation du Pérou. L'architecture de cette transnationale terroriste est pensée en

³⁶ *El Nuevo Herald*, Miami, 20 septembre 2000 (cité par Abramovici Pierre, « "Opération Condor", cauchemar de l'Amérique Latine », *op. cit.*).

³⁷ Martorell F., *Operación Cóndor. El vuelo de la Muerte*, Santiago, Ed. LOM, 1999, p. 31,.

³⁸ Pour une analyse plus approfondie : Gonzalez Jansen I., *La Triple A*, Buenos Aires, Ed. Contrapunto, 1986.

³⁹ Abramovici Pierre, « "Opération Condor", cauchemar de l'Amérique Latine », *op. cit.*

⁴⁰ Cuya Esteban, « La operación Cóndor : El terrorismo de Estado de Alcance transnacional », *Memoria*, N°5, Nuremberg, décembre 1993 (in *Ko'Agá Rone'Eta* (1996) : www.derechos.org/koaga/vii/1/cuyas.html)

⁴¹ Par exemple en novembre 1974, une personne sans militance politique mais proche de Pascal Andrés Allende, dirigeant du MIR chilien est faite prisonnière à Buenos Aires et envoyée dans les centres de détentions et de torture chiliens (Martorell F., *Operación Cóndor. El vuelo de la Muerte*, Santiago, Ed. LOM, 1999, p. 40.).

⁴² Elias J., « El abecédé de la Operación Cóndor », *La Nación*, Santiago, 2001.

⁴³ Voir « Nacimiento del Operativo Cóndor » in Almada Martín, « Las intimidaciones del Cóndor », XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001.

s'inspirant de l'Interpol (Organisation Internationale de la Police Criminelle), dont le centre est basé en France. Elle permet de centraliser les informations et de s'échanger des services entre les différentes polices politiques, dont l'envoi d'un pays à un autre de prisonniers ou « l'interrogatoire » de prisonniers directement dans le pays où ils sont détenus. Elle offre également une possibilité de formation et de spécialisation « professionnelle » des agents. Parmi ces spécialisations existe celle de la pratique de la torture : par exemple plusieurs agents paraguayens viennent à Buenos Aires pour « interroger » des compatriotes détenus par la police politique argentine. De même, la dictature de Videla offre des cours de perfectionnement, via son service d'intelligence (SIDE). Martin Almada qui a étudié en détail des centaines d'archives émanant de sa découverte, donne le détail d'un de ces cours destinés au personnel de haut niveau. Les sujets traités étaient : l'analyse idéologique du marxisme-léninisme, la subversion et terrorisme, la communication sociale, l'intelligence et contre-intelligence⁴⁴.

Il s'agit donc de l'établissement d'un réseau qui recherche une efficacité optimale dans le cadre d'actions transnationales, dont les activités principales sont l'espionnage, la torture et l'assassinat de personnes de toutes nationalités, jugées comme subversives. Bien entendu, pour fonctionner, ce réseau nécessite une source de revenus et une structure financière d'appui. Comme cela a été prouvé par plusieurs procès judiciaires, les services secrets chiliens et paraguayens avaient à leur disposition les compagnies aériennes nationales et toutes les facilités des services postaux. Plusieurs entreprises commerciales fantômes, destinées à couvrir les activités terroristes, sont également créées: au Chili, plus de 30 entreprises sont fondées dans ce but et une entreprise de pêche chilienne (*Pesquera Chile*) sert ainsi de centre d'opérations. L'incursion progressive de ce réseau au sein du monde patronal et financier forme une sorte d'ODESSA, qui assoit les bases d'une protection efficace des agents alors en activité, et ce jusqu'à aujourd'hui. Au Chili, cette « couverture » est dirigée par le général des forces Aériennes, Vicente Rodríguez⁴⁵. Au sein de ce réseau multinational, M. Contreras possède le nom de code de « Condor n°1 » en tant que principal initiateur et J. Osvaldo Riveiro s'appelle « Condor n°2 ». Ainsi que les révèlent les « papiers intimes » de l'Opération Condor, les relations entre les différents pays ne se sont pas déroulées sans frictions, tensions internes, petites et grandes trahisons entre les différents services, qui tout en étant coordonnés, restent d'impitoyables concurrents⁴⁶.

Le gouvernement des Etats-Unis était bien évidemment au courant de la plupart des agissements du Condor. Le 28 septembre 1976, l'attaché du FBI à Buenos Aires, Robert Scherrer envoie un télégramme secret à la direction de Washington qui nous fournit une synthèse du fonctionnement de l'Opération Condor, et qui vaut la peine d'être cité largement, car il s'agit de l'une des meilleures définitions émanant de sources de première main :

⁴⁴ Archivos del Terror, Documentos 00010F 0535 et 0536 (cités dans Almada Martín, « Las intimidaciones del Cóndor », XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001).

⁴⁵ Cuya Esteban, « La operación Cóndor : El terrorismo de Estado de Alcance transnacional », *Memoria*, N°5, Nuremberg, décembre 1993 (in *Ko'Agá Rone'Eta* (1996) : www.derechos.org/koaga/vii/1/cuyas.html)

⁴⁶ Voir la encore l'analyse des « intimités du Condor » effectuée par Almada Martín (« Las intimidaciones del Cóndor », XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001).

L'opération Condor est le nom de code pour la collecte, l'échange et l'enregistrement d'informations concernant des soi-disant « activistes de gauche », des communistes et des marxistes, qui ont été récemment mises en commun en coopération entre des services de renseignement en Amérique du Sud, dans l'objectif d'éliminer les activités terroristes marxistes dans la région. En outre, l'opération Condor prévoit des actions conjointes contre des cibles terroristes dans les pays membres de l'opération. Le Chili est le centre pour le soutien à l'opération. Outre le Chili, ses membres comprennent l'Argentine, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay. Le Brésil a aussi été approché pour fournir des renseignements pour l'opération Condor. Les membres les plus enthousiastes de l'opération sont à ce jour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili. Ces trois pays ont mené des opérations conjointes, en premier lieu en Argentine, contre des cibles terroristes. [...] Une troisième et la plus secrète phase de l'opération implique la formation d'équipes spéciales issues de pays membres, qui sont destinées à se déplacer n'importe où dans le monde, dans des pays non-membres (de Condor - NDLR) pour exécuter des sanctions, allant jusqu'à l'assassinat, contre des terroristes ou des soutiens à des organisations terroristes des pays membres de Condor. Par exemple, au cas où un terroriste ou (une personne - NDLR) qui soutient une organisation terroriste d'un pays membre de Condor a été repéré dans un pays européen, une équipe spéciale de l'opération Condor sera envoyée pour localiser la cible et la surveiller. A l'issue de l'action de surveillance, une deuxième équipe sera envoyée pour effectuer la sanction contre la cible. Les équipes spéciales bénéficieront de faux documents (d'identité - NDLR) des pays membres de Condor ; elles pourront être constituées d'individus venant exclusivement d'un seul pays membre de Condor ou de groupes mixtes venant de plusieurs. Les pays européens spécialement mentionnés comme lieu d'opérations possibles dans le cadre de cette troisième phase sont la France et le Portugal. [...]. Il faut noter qu'aucune information n'a été développée indiquant que des sanctions dans le cadre de la troisième phase de Condor aient pu être programmées pour être exécutées aux Etats-Unis. Toutefois, il n'est pas hors de toute possibilité que le récent assassinat d'Orlando Letelier à Washington DC ait pu être exécuté dans le cadre de la troisième phase de Condor. Comme indiqué plus haut, les informations à notre disposition indiquent qu'une attention particulière a été accordée à des opérations de troisième phase en Europe, particulièrement en France et au Portugal. Ce bureau restera en alerte pour recueillir toute information indiquant que l'assassinat de Letelier est une action de l'opération Condor⁴⁷.

C'est précisément cette troisième phase de l'Opération Condor, celle de l'accomplissement d'assassinats hors de l'Amérique Latine et particulièrement l'assassinat d'Orlando Letelier, ex-ministre d'Allende et personnage clef de l'opposition à Pinochet, qui a commencé à soulever les soupçons de journalistes et chercheurs sur l'existence d'un réseau de la terreur d'Etat. Le fait que la DINA n'hésite pas à pratiquer des attentats dans le centre de Washington, fait alors courir de plus en plus de rumeurs, fâcheuses pour l'image internationale des Etats-Unis⁴⁸. Ce télégramme correspond à un changement d'attitude des Etats-Unis, qui craignent les répercussions politiques de telles activités et une commission d'enquête, organisée afin de donner quelques lumières sur les responsables de l'assassinat de Letelier. En effet, le nouveau président libéral James Carter, qui se proclame partisan des droits de l'homme, entend pratiquer un désengagement apparent de son pays de cette guerre sale, tout du moins de son implication directe et ouverte.

Les dictatures latino-américaines resserrent alors les rangs autour de la Confédération Anticommuniste d'Amérique Latine (CAL), émanation de la Ligue Mondiale Anticommuniste (WACL), internationale liée aux différents services de

⁴⁷ Nous utilisons la traduction effectuée par le journal *L'Humanité* (« Comment les Etats-Unis ont aidé à éliminer les progressistes dans leur « arrière cour », Paris, *L'humanité*, 26 novembre 1998). Le télégramme de R. Scherrer est accessible en ligne dans sa version originale : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB8/ch23-01.htm>.

⁴⁸ Dinges J., Landau S., *Asesinato en Washington : el caso Letelier*, Santiago, Ed. Planeta, 1990.

renseignements de pays anticommunistes. Lors de la réunion de la CAL à Asunción en mars 1977, on évoque la nouvelle attitude de Washington. C'est également lors de cette réunion que certains secteurs de l'église catholique sont désignés comme potentiellement dangereux et subversifs. Un plan, proposé par les boliviens (plan Banzer), appelle à « l'éradication » des religieux progressistes et adeptes de la théologie de la libération. Ce plan est mis à exécution dès l'année suivante et aboutit à l'assassinat de prêtres, nonnes, laïcs, etc., dont la figure la plus vue est Oscar Romero, archevêque de San Salvador (Salvador). Parallèlement à ces réunions de la CAL (la quatrième se déroule à Buenos Aires en septembre 1980), les Etats-Unis continuent d'avoir de nombreux contacts et échanges d'informations avec les dictatures latino-américaines via les rencontres régulières du CEA. L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, en 1981, relance l'interventionnisme direct, et revendiqué comme tel, de la puissance impérialiste nord-américaine⁴⁹.

Le vol du Condor

Le 30 septembre 1974, à Buenos Aires, l'ex-vice président du Chili et ex-ministre d'Etat du gouvernement Allende, le général Carlos Prats et son épouse, meurent sous les coups d'une bombe à retardement. A. Pinochet élimine ainsi l'une des personnes qu'il a toujours jugées comme un rival dangereux au sein des forces armées pour sa position « constitutionnaliste ». Parmi les responsables de cet attentat se trouvent Michael Towley, citoyen des Etats-Unis, spécialiste en électronique, et un membre de l'armée chilienne qui participe par la suite à la « Caravane de la mort » (massacre de 72 militants importants tout au long du Chili durant le mois d'octobre 1972)⁵⁰. Cette opération est menée avec l'appui de la direction de la police fédérale de Buenos Aires⁵¹. Le 6 octobre 1975 des néofascistes italiens liés aux groupes *Avanguardia Nazionale* et *Ordine Nuovo*, dirigés par Stéfano Delle Chiaie et employés temporairement par la DINA (via Michael Towley), tentent d'abattre Bernardo Leighton. Ce dernier, dirigeant démocrate-chrétien chilien, organisait la résistance à Pinochet depuis son exil italien⁵². Mais ce que Stella Calloni nomme « la saga de la mort » ne s'arrête pas là. L'opération Condor va aller jusqu'à pratiquer l'assassinat sous le nez de l'Oncle Sam : le 21 septembre 1976, Orlando Letelier est tué en plein cœur de Washington, dans le quartier des ambassades. Là encore, M. Towley, inconditionnel de la DINA, est le coordinateur. Ce dernier confesse plus tard à la justice américaine qu'il a collaboré sur cette opération avec des militants anticastristes du Mouvement Nationaliste Cubain⁵³. Cet assassinat produit un tel scandale qu'il permit le début des investigations, notamment du grand reporter, Jack Anderson, qui fut parmi les premiers à dénoncer le rôle de son pays

⁴⁹ Abramovici P., « "Opération Condor", cauchemar de l'Amérique Latine », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2001, pp. 24-25.

⁵⁰ Escalante Arellano J., *La misión era matar. El juicio a la caravana Pinochet-Arellano*, Ed. LOM, Santiago, 2000

⁵¹ Ahumada E., Atria R., Egana J. L., Góngora A., Quesney C., Saball G., Villalobos G., *Chile. La Memoria Prohibida. Las violaciones de derecho humanos*, 3 T., Santiago, Pehuen Ed., 1990.

⁵² Les détails de cet attentat sont connus grâce aux procès qui ont été menés contre les exécuteurs de celui-ci dont Contreras, Towley et Delle Chiaie (voir Calloni Stella, *Los Anos del Lobo : Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999, pp. 72-89 et Cuya Esteban, « La operación Cóndor : El terrorismo de Estado de Alcance transnacional », *Memoria*, N°5, Nuremberg, décembre 1993 (in *Ko'Agá Rone'Eta* (1996) : www.derechos.org/koaga/vii/1/cuyas.html)).

⁵³ Varas F., Orrego C., *El Caso Letelier*, Santiago, Ed. Aconagua, 1990 et Calvo Ospina H., « Pinochet, la CIA y los terroristas cubanos », *Le Monde Diplomatique*, edición Cono Sur, Santiago, Septiembre 2003.

dans l'ingérence au Chili et qui dévoile dans les années postérieures l'existence de l'Opération Condor⁵⁴. En 1976, le journaliste Richard Gott, parle d'une répression similaire à celle de « l'Opération Phœnix » et accuse nommément Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat, de connaître les assassins⁵⁵. Cette accusation paraît tout à fait logique. Il semble même que la CIA ait laissé agir délibérément les agents chiliens (voire qu'elle les ait aidés), puisqu'à cette époque l'agence est inquiète de la présence de dissidents, comme Orlando Letelier, qui ont beaucoup d'influence à Washington⁵⁶. C'est Georges Bush (père) qui est alors à la tête de la centrale (du 30 janvier 1976 au 20 janvier 1977) et, comme cela a été démontré par plusieurs enquêtes journalistiques, de nombreuses mesures ont été prises pour retarder et falsifier les recherches sur l'assassinat de Letelier ; pour, par la suite, livrer sous conditions à la justice, Michael Towley, auprès duquel la CIA s'est engagée à fournir une nouvelle identité dans le pays de son choix⁵⁷. Ces trois assassinats appartenant à la « phase trois » de l'Opération Condor sont les plus connus, mais ils ne sont pas les seuls. La France faisait également partie de la zone d'action du Condor, particulièrement avec le projet d'assassinat de militants comme le fameux Carlos (Illich Ramírez Sánchez), projet qui échoue d'ailleurs, puisque Carlos n'est capturé qu'en 1994, notamment grâce aux services de la CIA⁵⁸. La DINA planifie également la mort de Carlos Altamirano, secrétaire général du PS durant l'Unité Populaire et recherché avec entêtement par le général Pinochet : cet objectif n'est finalement pas atteint. Il semblerait que les agents chiliens ne purent bénéficier de l'aide espagnole qu'ils attendaient⁵⁹. L'opération Condor, plus exactement dans ce cas la CIA, a largement utilisé les services des terroristes cubains anti-castristes vivant au Etats-Unis. Outre le cas Letelier, des cubains tels que Virgilio Paz ou Guillermo Novo ont un passif important au service du Condor, dont par exemple la collaboration avec les systèmes de répression argentins et l'enlèvement puis l'assassinat de deux diplomates cubains à Buenos Aires. Guillermo Novo était déjà connu, avant de tels actes sous la coupe de la CIA, pour avoir par exemple tiré au bazooka contre le siège de l'ONU à New York, lors d'un discours qu'y tenait Ernesto « Che » Guevara. La famille Bush a d'ailleurs constamment rétribué, soit en tant que gouverneurs ou que présidents des Etats-Unis, ces cubains pour leurs bons et loyaux services à l'Opération Condor, en leur concédant des libérations de prison et d'incroyables réductions de peine⁶⁰.

Revenons maintenant sur la phase deux et la répression orientée vers les mouvements révolutionnaires du Cône Sud. Les militants chiliens ont subi de nombreuses pertes hors de leurs frontières. Ce sont les militants du MIR chilien qui ont eu à souffrir le plus, en tant qu'organisation politique, la répression mise en place par l'Opération

⁵⁴ Avec par exemple l'article suivant : Anderson J., « Condor : South American Assassins », *Washington Post*, 2 août 1979, p. 9.

⁵⁵ Gott R., « Shots and Plots », London, *The Guardian*, 4 juin 1976, p. 17 (cité par Calloni S., « Los Archivos del horror del Operativo Cóndor », *op. cit.*).

⁵⁶ Morente Aznar A., « CIA mito o realidad : la mano de la CIA en el asesinato de O. Letelier », *La Tercera*, Santiago, 26 février 1989. Rivano L. affirme quant à lui l'hypothèse que le CIA aurait pu être l'auteur de cet attentat : *La CIA mato a Letelier : otra hipótesis*, Santiago, Ed. Luis Rivano, 1995.

⁵⁷ Mahskin V., *Operación Cóndor, su rastro sangriento*, Buenos Aires, Ed. Cartago, 1985, pp. 54-55.

⁵⁸ Calloni Stella, « Los Archivos del horror del Operativo Cóndor », *Equipo Nizkor*, 8 août 1998, www.derechos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html (traduit de l'anglais et tiré de la revue *Covert Action*, Etats-Unis, automne 1994)

⁵⁹ C'est l'avis du juge Baltazar Garzon qui a enquêté sur cette affaire (Martorell F., *op. cit.*, p. 142).

⁶⁰ Calvo Ospina H., « Pinochet, la CIA y los terroristas cubanos », *Le Monde Diplomatique*, edición Cono Sur, Santiago, Septiembre 2003.

Condor⁶¹. La commission parlementaire organisée par les gouvernements «démocratiques de transition» sur la répression au Chili dénombre dans son bilan final, 33 citoyens chiliens qui seraient aujourd'hui considérés comme «disparus», après avoir été capturés par des agents argentins, paraguayens ou brésiliens, seulement entre 1975 et 1976⁶². On sait quelles sont les énormes limitations et faiblesses de cette enquête, qui a surtout servi, au nom de la «Vérité et la Réconciliation», à tenter de mettre un point final au débat sur l'impunité dans ce pays. Dans les exemples de détentions cités par cette commission, on peut souligner celle de Jorge Isaac Fuentes Alarcon, militant argentin de la ERP. Il est arrêté en mai 1975 par la police paraguayenne, alors qu'il tente d'atteindre l'Argentine et est «offert», plusieurs mois plus tard, comme source importante aux agents de la DINA. Selon le même rapport, son arrestation aurait été permise grâce à des informations fournies par le personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Buenos Aires. Les traces d'Alarcon disparaissent dans le centre de torture de la Villa Grimaldi, tandis qu'il est considéré comme un personnage essentiel dans la mise en place de la coordination révolutionnaire JCR. Son arrestation précède de quatre jours, la détention d'Amilcar Santucho, frère du dirigeant de l'ERP, qui après une intense campagne de solidarité internationale peut partir en exil en 1979. Ce n'est pas le cas d'Alarcon, ni de celui du franco-chilien Jean Yves Claudet Fernandez, militant du MIR, qui est détenu en novembre 1975 à Buenos Aires et exécuté sur place par des agents chiliens.

Une des actions d'envergure menée dans le cadre de l'Opération Condor a été la réalisation de «l'Opération Colombo»⁶³. Avec l'aide puissante des médias de communications aux ordres de la dictature, la DINA fait croire au monde et surtout aux organismes internationaux, que 119 militants chiliens périssent en Argentine, suite à des affrontements internes à la gauche révolutionnaire. Cette opération est montée alors que les Nations Unies viennent de créer une commission spéciale pour enquêter sur la disparition de milliers de personnes au Chili. Entre juin et juillet 1975, une véritable contre offensive psychologique et communicationnelle est fabriquée de toutes pièces par la dictature : le MIR aurait installé un foyer révolutionnaire dans la province argentine de Salta près de la frontière de la Bolivie, du Paraguay et du Brésil. L'armée argentine serait alors intervenue, écrasant une partie de l'insurrection et tuant de nombreux militants. Afin de mener à bien ce mensonge à l'échelle continentale et internationale, le terrorisme d'Etat bénéficie de l'appui délibéré de plusieurs journaux «prestigieux» du Cône Sud, qui alarment les populations sur le danger terroriste d'extrême gauche. Au sein de cette guerre psychologique, les services secrets vont jusqu'à utiliser des cadavres brûlés et mutilés qui sont présentés comme étant ceux de militants chiliens. Malgré les dénonciations, le mensonge a été maintenu plus de 15 ans. Aujourd'hui, on sait grâce aux investigations effectuées par le Comité de Défense des Droits du Peuple du Chili (CODEPU) que ces 119 personnes ont été exécutées lors de sessions de tortures au Chili, alors qu'elles n'avaient jamais pris les armes. Il s'agissait de 100 hommes et 19 femmes, qui ont été arrêtés entre

⁶¹ CODEPU, *Mas allá de las fronteras : estudio sobre las personas ejecutadas o desaparecidas fuera de Chile : 1973-1990*, Santiago, Ed. CODEPU, 1996.

⁶² Le Texte complet de ce rapport controversé a été publié dans : « Informe de la Comisión Verdad y Reconciliación », Santiago, *La Nación*, 5 marzo 1991, 287 p.

⁶³ Voir Calloni Stella, « Operación Colombo », *Los Años del Lobo : Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999, pp. 60-71 et Mariano N. C., « Chile », *Operación Cóndor. Terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Buenos Aires, Ed. Lohlé-Lumen, 1998, pp. 83-114.

mai 1974 et février 1975. Une centaine de ces personnes avaient moins de 30 ans et 20 d'entre elles n'appartenaient à aucune organisation politique⁶⁴.

Rapidement, la vague de terreur qui s'abat sur l'Amérique Latine détruit ce qui restait des mouvements révolutionnaires qui prétendaient engager la lutte armée contre les « Gorilles » et l'impérialisme. Le MIR chilien comme l'ERP argentin qui formaient les deux bataillons les plus importants de la JCR sont rapidement désarticulés. Leur militants sont persécutés. La mort de Miguel Enríquez en 1974, chef charismatique du MIR, sous les coups de la répression de la DINA (action dirigée dans ce cas précis par l'agent Osvaldo Romo, fameux pour ses capacités d'infiltration et ses qualités de tortionnaire⁶⁵), symbolise la déroute profonde que vit le mouvement. Edgardo Enríquez qui était chargé de la coordination au sein de la JCR avec les Argentins, est fait prisonnier, le 10 avril 1976, à Buenos Aires aux cotés d'autres militants du MIR et de la Brésilienne Regina Marcondes. Quant au ERP, ses capacités d'action sont efficacement amoindries par la dictature de Videla. Alors qu'elle possède en 1975 environ 300 hommes armés dans la zone du grand Buenos Aires et qu'elle anime des foyers de guérilla rurale (notamment à Tucuman), cette organisation est complètement déstructurée deux ans plus tard. L'un des coups les plus durs pour l'ERP a été la mort de Mario Roberto Santucho, le 19 juillet 1976. En août 1976, Luis Mattini est élu secrétaire général. Les militants Merbilhaa et Gorriaran Merlo intègrent la direction : un mois plus tard Merbilhaa est détenu et à la fin de l'année une cinquantaine de dirigeants sont en exil, dont Luis Mattini et Gorriaran Merlo. L'ERP subit par la suite d'importantes contradictions internes qui aboutissent en 1979 à sa division, en une aile reniant la stratégie militaire et une autre l'accentuant. Le mouvement *Montoneros* est lui aussi en pleine débâcle. Selon un rapport de l'Ecole des Amériques, «*Ils souffrirent une série de défaites face aux forces de sécurité durant les années 70 et en 1977 abandonnèrent le pays. Dans les années 80, le groupe s'était réduit à seulement 300 membres* »⁶⁶. Au final, les Montoneros et l'ERP qui avaient pu comptabiliser environ 1300 personnes armées et entraînées, n'en regroupent plus qu'une centaine en 1978, alors que la majorité des militants se trouvent en exil⁶⁷. Nombre de ces militants d'extrême gauche fournissent par la suite d'importants contingents de cadres et de combattants au Nicaragua sandiniste.

Outre des militants révolutionnaires et des membres de l'église catholique, l'Opération Condor s'est également chargée d'abattre dans le sous continent des personnalités politiques jugées trop encombrantes. La plus connue est sûrement Juan José Torres, ex-président de Bolivie, écarté par le général Banzer et qui s'était réfugié en Argentine⁶⁸. Si l'Argentine, le Chili et le Paraguay furent les principaux lieux d'action de l'Opération Condor, elle a également concerné d'autres pays du Cône Sud, comme le Pérou par exemple⁶⁹. Il semble également qu'après avoir ensanglanté le mouvement contestataire

⁶⁴ CODEPU, *La Gran mentira. El caso de la lista de los 119*, Santiago, Serie Verdad y Justicia, 1994 et pour une analyse plus globale de la répression au Chili, voir : Rojas M. E., *La represión en Chile. Los Hechos*, Santiago, Ed. IEFALA, 1998.

⁶⁵ Guzman N., *Romo, confesiones de un torturador*, Santiago, Ed. Planeta, 2000.

⁶⁶ Rapport cité par Martorell F., «*Operación Cóndor. El vuelo de la Muerte*», Santiago, Ed. LOM, 1999, pp. 165-166.

⁶⁷ Les chiffres cités sont de Martorell F.. Pour une analyse plus approfondie, nous renvoyons au livre précité de Gasparini J. sur les Montoneros et Mattini Luis sur la ERP.

⁶⁸ Sivak M., *El asesinato de Juan José Torres*, Buenos Aires, Ed. Serpaj, 1997.

⁶⁹ C'est le cas par exemple lors de la vague de détention de mai 1978 à Lima, au cours de laquelle sont arrêtés de nombreux intellectuels et militants dont le leader trotskyste du mouvement paysan péruvien, Hugo Blanco (voir Calloni S., *Los Anos del Lobo : Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999).

dans la région, l'Opération Condor ait agi contre le mouvement révolutionnaire d'Amérique Centrale, en particulier celui du Nicaragua. Cette extension s'est déroulée avec la bénédiction et la collaboration des Etats-Unis, qui, après l'élection de Ronald Reagan en 1981, réinstaurent une politique interventionniste. Les opérations des Etats-Unis contre le Nicaragua révolutionnaire ont commencé dès la victoire sandiniste de juillet 1979. Ceux que Ronald Reagan a nommé les « combattants de la liberté » n'étaient en fait des mercenaires financés par la guerre sale⁷⁰. Il existe assez de documentation dans les « archives de l'horreur » pour prouver que le Paraguay a été impliqué dans l'affaire de l'*Iran Gate*. Cette affaire, à laquelle ont participé les services secrets américains, avait pour objectif d'échanger des armes contre de la drogue et de vendre illégalement des armes, afin de financer les *Contras*, le mouvement contre-révolutionnaire nicaraguayen⁷¹. En 1981, la réunion du CEA se tient à Washington, où il est décidé de signer de nouveau, des accords bilatéraux sur les « terroristes » et de créer un secrétariat permanent, dont le siège serait au Chili dictatorial : dans le discours anticommuniste, on trouve désormais, outre les habituels opposants de gauche et les prêtres progressistes, les organisations de droits de l'homme et de lutte contre l'impunité⁷².

La fin du Condor ?

Il est impossible dans le cadre de cet article de rendre compte, même en termes généraux, de l'ensemble des violences qui ont été menées par l'Opération Condor. Il est d'ailleurs difficile aujourd'hui de chiffrer le nombre de ses victimes parmi les milliers de personnes ayant souffert la répression durant ces années dans le Cône Sud. Les récits de vie et les témoignages écrits sont nombreux aujourd'hui. Ils donnent toute la dimension traumatique et terrifiante de ce qu'a signifié l'Opération Condor⁷³, pour ceux qui l'ont subie de l'intérieur. L'ensemble des victimes de la terreur d'Etat (ceux qui ont survécu et leurs proches), ont désormais à jamais une vie et une *psyché* marquées par des pratiques rationnelles et étatisées de tortures, viols collectifs, humiliations physiques et psychologiques, emprisonnements illégaux, etc. Ces expériences représentent une cassure individuelle difficilement surmontable et qui affectent les individus de manière différents suivant les sévices infligés et les personnalités concernées⁷⁴. Si l'on passe du niveau individuel au niveau sociétal, l'impact sur les sociétés latino-américaines que représente cette terreur d'Etat est considérable en termes de destruction du mouvement social, des activités culturelles et de l'ensemble de la vie sociale et politique qui restent marquées, à des degrés divers, par la violence, la peur et l'atomisation structurelle. Ces traits ont été accompagnés et renforcés par les nouveaux modèles économiques et sociaux implantés par les dictatures, essentiellement de type capitaliste néolibéral. Il faut donc insister sur le fait que la pratique du terrorisme d'Etat ne se réduit pas à son action coercitive contre les mouvements révolutionnaires ou certaines organisations politiques. La lutte contre ces derniers sert la plupart des fois de justification simpliste ou de « rideau de fumée ». Elle est

⁷⁰ Yeves E., *La Contra : una guerra sucia*, Madrid, Grupo Editorial Z, 1990.

⁷¹ *Ibid.*, pp. 188-197.

⁷² Abramovici P., « "Opération Condor", cauchemar de l'Amérique Latine », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2001, pp. 24-25.

⁷³ Voir par exemple les témoignages dans : Miranda P., *Terrorismo de Estado : testimonios del Horror en Chile y Argentina*, Santiago, Ed. Sextante, 1989.

⁷⁴ Inger A., *Trauma y cura en situaciones de terrorismo de estado*, Santiago, CESOC, 1996.

intégrée en ce sens dans la propagande des dictatures, pour imposer ou restaurer un régime économique-social inégalitaire et autoritaire, qui connaît une crise d'hégémonie. Ces systèmes sociaux imposés par la force se développent grâce au manteau protecteur d'un Etat dictatorial et pénètrent l'ensemble des relations sociales en déconstruisant par la terreur et la violence physique l'ensemble des espaces de débat et organisations démocratiques. En ce sens le terrorisme d'Etat *terrorise et brutalise* les sociétés qui lui sont soumises, jusque dans leurs aspects les plus infimes (tels que la vie quotidienne : les relations de voisinage par exemple). Ces pratiques tentent d'empêcher toute réactivation des luttes sociales tout en appliquant parallèlement une politique économique hautement favorable aux intérêts du capital contre ceux du travail. Selon le sociologue Franz Hinkelammert, le terrorisme d'Etat impliquerait « *une société qui n'est pas capable de respecter les droits de l'homme, qui n'a pas comme perspective de lutter contre la torture et la disparition, qui n'intègre ni socialement ni économiquement sa population, ce qui produit une violation systématique des droits de l'homme* »⁷⁵. Cette définition nous paraît ambiguë et même erronée, car affirmer que le terrorisme d'Etat n'a pas comme objectif de lutter pour les droits de l'homme est, pour le moins, d'un très maigre apport en termes d'analyse scientifique. Pour une analyse plus précise et surtout plus exacte, il faudrait souligner que si le terrorisme est générateur d'inégalités sociales, c'est justement parce que l'usage de la torture et de la disparition, institué par de tels de régimes, répond à des intérêts de classes spécifiques. Ainsi que le rappelle un autre sociologue spécialiste de l'Amérique Latine (le nord-américain James Petras), l'installation d'un régime dictatorial n'est pas une action irrationnelle ou hasardeuse, mais sert précisément à défendre les intérêts sociaux spécifiques des classes dominantes du sous-continent :

*La terreur étatique est partie intégrante de la lutte des classes. A la différence d'actions fortuites et « arbitraires » réalisées par des individus malades, la structure et direction de la terreur étatique sont définies par les intérêts politiques de ceux qui la servent. Le degré d'intensité et les cibles de la terreur étatique ont une raison politique spécifique : faire échouer les tentatives des paysans et des travailleurs organisés, ainsi que les mouvements sociaux sur le point de modifier les relations de production et la distribution de la richesse*⁷⁶.

Dans le cas du Chili de l'Unité Populaire par exemple, le terrorisme d'Etat a visé tout particulièrement les organes de « pouvoir populaire », qui menaçaient de mettre à mal les fondements même du capitalisme dépendant dans ce pays⁷⁷.

Selon le rapport *Nunca Más* argentin (qui raconte au travers de milliers de pages le témoignage de centaine de victimes) la spécificité de l'Opération Condor au sein de ce cadre global de la répression massive est sa dimension « sans frontières » :

La méthode employée a consisté, fondamentalement, dans l'interconnexion des groupes illégaux de répression, lesquels, en définitive, agissent comme s'il s'agissait d'une même et unique force ;

⁷⁵ Hinkelammert F., « Reflexiones sobre democracia y estatismo », *Proposiciones*, N°15, Santiago, décembre 1987, p. 80.

⁷⁶ Petras J., « Economía política del terror estatal : Chile, El Salvador y Brasil », *Estado y régimen en Latinoamérica*, ed. Revolución, Madrid, 1987, pp. 31-66.

⁷⁷ A ce sujet voir : Gaudichaud F., « Contrôle ouvrier et dualisation du pouvoir : le cas du Chili de l'Unité Populaire », *Dissidences – Bulletin d'études des mouvements révolutionnaires*, N° 7, Nancy, décembre 2000, pp. 3 à 8.

*une telle action constitue, du fait de la clandestinité à laquelle on a déjà fait référence, une claire violation de la souveraineté nationale*⁷⁸.

Il y donc là un paradoxe, qui n'est qu'apparent d'ailleurs : les dictatures du Cône Sud, qui affichent un discours ultra nationaliste, ont pourtant mis en place une internationale de la terreur contre-révolutionnaire, afin de défendre la stabilité de leur régime contre toute opposition. Cette entreprise a été réalisée d'une part, avec le consentement et l'implication matérielle et idéologique du gouvernement des Etats-Unis, qui est intervenu plus ou moins directement selon les périodes. D'autre part, l'Opération Condor s'est appuyée sur de nombreux groupes paramilitaires ou d'extrême droite, afin de réaliser diverses opérations et, ce sur le plan international. Ce type de pratiques a existé dans la plupart des pays et a signifié une « brutalisation » sauvage des sociétés latino-américaines sous le signe du terrorisme d'Etat.

Formellement, il semble que l'Opération Condor disparaisse dans le courant des années 80 avec le retour des régimes parlementaires et l'installation de démocraties libérales dans la région. On ne peut aujourd'hui constater de pratiques de torture et de disparitions institutionnalisées à l'échelle régionale. Cependant, comme le notent l'ensemble des auteurs consultés, rien ne permet d'affirmer que le système Condor a été entièrement dissout, bien au contraire. Tout t'abord parce que les réunions du CEA continuent de se tenir de manière régulière et qu'elles continuent de considérer que la « subversion » se développe partout. Ainsi en 1987, les représentants militaires de gouvernements démocratiquement élus décrivaient avec terreur « *la pénétration idéologique [...] de l'action subversive inspirée d'Antonio Gramsci* » qui agirait « *spécialement, dans le champ de l'éducation, les moyens de communication, les arts, la morale sociale, les centres de réflexion, le terrain religieux* »⁷⁹. Ensuite, car actuellement une coopération multilatérale liée à la lutte antiterroriste est organisée sous l'égide des Etats-Unis. D'autre part, parce que les événements en cours, notamment au Venezuela, en Colombie et au Pérou, ou encore le « plan Colombie », soulignent le maintien de violences politiques de type « contre-insurrectionnelles » d'Etat ou paramilitaires, qui sont ouvertement appuyées par Washington⁸⁰. Aucun chercheur s'intéressant à l'Opération Condor ne peut faire l'économie d'un tel questionnement du présent, et ce encore moins au nom de « l'objectivité des sciences sociales ».

En ce qui concerne, les perspectives qu'ouvrent les archives découvertes sur ce sujet, elles sont immenses et couvrent un champ d'étude considérable lié à la reconstruction de l'histoire récente de cette partie du monde. Elles possèdent plusieurs dimensions extrêmement « explosives », non seulement en termes judiciaires mais surtout pour le sens politique qu'elles prennent dans l'Amérique Latine d'aujourd'hui. En effet, elles permettent de mettre en accusation de nombreux exécutants et têtes pensantes de l'Opération Condor, parmi lesquelles des personnes du poids d'Henri Kissinger. Plus globalement, elles décrivent le degré de barbarie qu'a atteint la terreur d'Etat en Amérique Latine, afin de combattre le danger que représentait, pour la reproduction du système de domination,

⁷⁸ Sabato E., Ruiz M., Fernandez G. y otros, *Nunca Mas, Informe de la Comisión Nacional sobre la desaparición de personas*, Buenos Aires, Ed. Eudeba, 1995.

⁷⁹ Documento Conferencia de Ejércitos Americanos (CEA), Mar del Plata, 1987 (cité par Calloni S., *Los Anos del Lobo : Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999, p. 220).

⁸⁰ Sur la Colombie consulter par exemple : Petro G., « Indulto a paramilitares », *Rebelión.org*, 15 janvier 2003 in <http://www.rebelion.org/plancolombia/petro150103.htm>

l'onde de choc de la lutte des classes et particulièrement celle des mouvements révolutionnaires que connaît l'Amérique Latine des années 60-70. Il est certain, à moins d'avoir un goût sadique et morbide prononcé, que les récits entremêlés des militants passés sous les griffes du Condor ou que la froideur des rapports rationnelle des services d'intelligences n'offrent souvent que rage et amertume. Pourtant, il est essentiel d'approfondir notre connaissance de l'Opération Condor. Il est également légitime que cette histoire soit connue de tous et en priorité des nouvelles générations (et donc intégrée au sein des programmes scolaires). Il est aussi indispensable que ce thème fasse partie des discussions en cours au sein du mouvement social mondial, puisque la présence et le fonctionnement d'un tel terrorisme d'Etat détermine en partie les formes et la tactique politique à employer pour le combattre. En ce sens, l'appel de Martin Almada à ce que les archives de la terreur soient sauvegardées concerne l'ensemble des secteurs de l'humanité, qui refusent l'amnésie intéressée des responsables directs et indirects de cette répression continentale, et tous ceux qui regardent le futur dans une perspective de transformation sociale et politique du tiers-monde. Un important travail a déjà été réalisé, mais il faut continuer en ce sens. Cela signifie la mise à disposition d'une aide financière conséquente pour la construction d'un centre d'archives moderne et le maintien d'un contrôle permanent sur ce fond, de la part des associations de victimes et des militants du mouvement social, avec la collaboration de chercheurs de toutes les nationalités. Les « archives de l'horreur » doivent pouvoir être consultées par toutes les personnes, spécialistes ou non, qui veulent comprendre le fonctionnement et la logique de l'Opération Condor : ce droit à la mémoire et surtout cette nécessité de connaître, comprendre et analyser le fonctionnement de la terreur étatique contre-révolutionnaire sont essentiels à la construction du futur des peuples latino-américains et indispensables à l'élaboration des projets de société à venir dans cette partie du globe.

Bibliographie

- Ahumada E., Atria R., Egana J. L., Góngora A., Quesney C., Saball G., Villalobos G., *Chile. La Memoria Prohibida. Las violaciones de derecho humanos*, 3 T., Santiago, Pehuen Ed., 1990.
- Almada M., *Las intimidaciones del Cóndor*, XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001.
- Almada M., *Paraguay : la cárcel olvidada, el país exiliado*, Asunción, Imprenta Salesiana, 1993.
- « Comment les Etats-Unis ont aidé à éliminer les progressistes dans leur « arrière cour », *L'humanité*, Paris, 26 novembre 1998.
- Abramovici P., « "Opération Condor", cauchemar de l'Amérique Latine », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2001, pp. 24-25.
- Bambirra V., Lopez A., Moleiro M., Condorama S., Núñez C., Mauro Marini R., Zapata A., *Diez años de insurrección en America Latina*, 2 t., Buenos Aires, Ed. Pla, 1972.
- Bethell L. ed., *The Cambridge History of Latin America*, 13 t., Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- Blixen S., « Los archivos del terror », *La Nación*, Santiago, 27 juin 1999, p. 7.
- Bourgaux J., Alvarez M., *La ideología de la seguridad nacional en el marco del terrorismo de Estado como sistema de gobierno : el caso chileno*, Bruxelles, Asociación Internationale de

- juristes démocrates, 1987 (actes du colloque international “El terrorismo de Estado en Chile”, Genève, 14-15 février 1986).
- Calloni S., « La Operación Cóndor al descubierto », *La Jornada*, México, août 2002 (tiré de : *La Insignia*, 23 août 2002 : www.lainsignia.org/2002/agosto/ibe_104.htm)
- Calloni S., « Los Archivos del horror del Operativo Cóndor », *Equipo Nizkor*, 8 août 1998, www.dererchos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html (traduit de l’anglais et tiré de la revue *Covert Action*, Etats-Unis, automne 1994).
- Calvo Ospina H., « Pinochet, la CIA y los terroristas cubanos », *Le Monde Diplomatique*, édition Cono Sur, Santiago, Septiembre 2003.
- Calloni S., *Los Anos del Lobo : Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ed. Continente, 1999.
- CODEPU, *La Gran mentira. El caso de la lista de los 119*, Santiago, Serie Verdad y Justicia, 1994.
- CODEPU, *Mas allá de las fronteras : estudio sobre las personas ejecutadas o desaparecidas fuera de Chile : 1973-1990*, Santiago, Ed. CODEPU, 1996.
- Cuya E., « La operación Cóndor : El terrorismo de Estado de Alcance transnacional », *Memoria*, N°5, Nuremberg, décembre 1993 (in *Ko’Aga Rone’Eta* (1996) : www.derechos.org/koaga/vii/1/cuyas.html)
- Dinges J., Landau S., *Asesinato en Washington : el caso Letelier*, Santiago, Ed. Planeta, 1990.
- Dirección de Inteligencia Nacional, *Archivos secretos desclasificados de la CIA*, Santiago, LOM, 1999.
- Elias J., « El abécédé de la Operación Cóndor », Santiago, *La Nación*, 2001.
- Escalante Arellano J., *La misión era matar. El juicio a la caravana Pinochet-Arellano*, Ed. LOM, Santiago, 2000.
- Gaudichaud F., « Contrôle ouvrier et dualisation du pouvoir : le cas du Chili de l’Unité Populaire », *Dissidences – Bulletin d’études des mouvements révolutionnaires*, N° 7, Nancy, décembre 2000, pp. 3 à 8.
- Gasparini J., *Movements sociaux, pouvoir militaire et guérilla en Argentine. Les années soixante-soixante dix, les années de plomb*, thèse de doctorat, Suisse, Université de Genève, novembre 1998 (thèse publiée en espagnol dans une version remaniée : Gasparini J., *Montoneros, final de cuentas*, Buenos Aires, Ed de la Campana, 1999).
- Gonzalez Jansen I., *La Triple A*, Buenos Aires, Ed. Contrapunto, 1986.
- Guzman N., *Romo, confesiones de un torturador*, Ed. Planeta, Santiago, 2000.
- Heinecke Scott L., *Chile, crónica de un asedio*, 4 t., Santiago, Sociedad Editora y Grafica Santa Catalina, 1992.
- Hinkelammert F., « Reflexiones sobre democracia y estatismo », *Proposiciones*, N°15, Santiago, pp. 77-81, décembre 1987.
- Langguth A. J., *Hilden Terrors New York*, New York, Pantheon Ed., 1978.
- Lozada M., Viaggio J., Zamorano C., Barcesat E., *Inseguridad y desnacionalización. La doctrina de Seguridad Nacional*, Buenos Aires, Ed. Derechos Humanos, 1985
- Mattini L., *Hombres y mujeres del PRT-ERP*, Buenos Aires, Ed de la Campana, 1999.
- Maria Lozada S., Viaggio J., Zamorano C., Barcesat E., *Inseguridad y desnacionalización. La doctrina de Seguridad Nacional*, Buenos Aires, Ed. Derechos Humanos, 1985.
- Martorell F., « Operación Cóndor ». *El vuelo de la Muerte*, Santiago, Ed. LOM, 1999.
- Mellinger de Sannemann G., *Paraguay y la Operación Cóndor en los Archivos del Terror*, Asunción, Ed. de l’auteur, 1994.
- Mellinger de Sannemann G., *Paraguay en el Operativo Cóndor*, Asunción, RP Ediciones, 1989.

- Meilinger de Sannemann G., « Confirman en Asunción existencia de la fatídica “Operación Cóndor” », *La Epoca*, Santiago, 25 mars 1993.
- MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, Paris, 1974.
- Miranda P., *Terrorismo de Estado : testimonios del Horror en Chile y Argentina*, Santiago, Ed. Sextante, 1989.
- Morente Aznar A., « CIA mito o realidad : la mano de la CIA en el asesinato de O. Letelier », *La Tercera*, Santiago, 26 février 1989.
- Neghme F., Leiva S., *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago*, Tesis de licenciatura en educación de historia y geografía, U de Santiago de Chile, diciembre 2000.
- El Mostrador, « Vinculan “Operación Cóndor” con base militar de Estados Unidos en Panamá », *Rebellion.org*, 8 mars 2002 ; <http://www.rebellion.org/ddhh/condor080301.htm>.
- The National Security Archive, *Chile and the United States : Declassified Documents relating to the Military Coup, 1970-1976*, Washington in : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB8/nsaebb8.htm>
- Osorio V., « Mitos y mentiras del golpe militar », *La Huella*, N°12, Santiago, septembre 2002.
- Petras J., « Economía política del terror estatal : Chile, El Salvador y Brasil », *Estado y régimen en Latinoamérica*, ed. Revolución, Madrid, 1987, pp. 31-66.
- Petro G., « Indulto a paramilitares », *Rebelión.org*, 15 janvier 2003 in <http://www.rebellion.org/plancolombia/petro150103.htm>.
- Poo X., « La riesgosa labor del descubridor », Santiago, *La Época*, 28.02.93.
- La Republica en la Red, « Los garfios del crimen clavados en América Latina », *Rebelión.org*, 13 janvier 2003 ; <http://www.rebellion.org/ddhh/cia130103.htm>.
- Rettig Guisse R. (comp.), « Informe de la Comisión Verdad y Reconciliación », *La Nación*, Santiago, 5 mars 1991, 287p.
- Rivano L., *La CIA mato a Letelier : otra hipótesis*, Santiago, Ed. Luis Rivano, 1995.
- Rojas M. E., *La represión en Chile. Los Hechos*, Santiago, Ed. IEFALA, 1998.
- Sabato E., Ruiz M., Fernandez G. y otros, *Nunca Mas, Informe de la Comisión Nacional sobre la desaparición de personas*, Buenos Aires, Ed. Eudeba, 1995.
- Salazar M., *Contreras, historia de un intocable*, Ed. Grijalbo, Santiago, 1995.
- Sandoval C., *MIR. Una historia*, Ed. Trabajadores, Santiago, 1990.
- Sivak M., *El asesinato de Juan José Torres*, Buenos Aires, Ed. Serpaj, 1997.
- Senado de los Estados Unidos (Informe Hinchey), *Actividades de la CIA en Chile*, Washington, 18 de septiembre de 2000 in <http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/hinchey-e.html>
- Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973 : Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 de diciembre de 1975 in <http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html>.
- Varas F., Orrego C., *El Caso Letelier*, Santiago, Ed. Aconagua, 1990.
- Vasconi T. A., *Las ciencias sociales en América del Sur y Chile : 1960-1990*, mimeo, Centro de Investigaciones Sociales, Universidad ARCIS, Santiago, 1995.

Sites Indispensables :

<http://www.derechos.org/nizkor/doc/condor/>
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>

<http://www.rebellion.org/ddhh/>